



POUVOIR ADJUDICATEUR

CENTRE RÉGIONAL DES ŒUVRES
UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES NORMANDIE
135 Boulevard de L'Europe

76100 ROUEN

MARCHÉ DE FOURNITURE de VETEMENTS
PROFESSIONNELS POUR LE CROUS
NORMANDIE
N° 25-350

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
(CCP)

Marché de fournitures passé selon une procédure adaptée en application des articles R2123-1, R2123-4 à 2123-6, R2131-12 du Code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 : POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
2.1 Nom et adresse.....	3
2.2 Type de pouvoir adjudicateur.....	3
ARTICLE 3 : MODE DE CONSULTATION	3
ARTICLE 4 : FORME DU MARCHÉ	4
4.1 Mode d'exécution.....	4
4.2 Allotissement.....	4
4.3 Variantes.....	4
ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 6. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	4
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION	5
7.1 Cadre général d'exécution du marché	5
7.2 Lieux d'exécution	5
7.3 Prestations complémentaires.....	5
7.4 Clause de réexamen.....	5
ARTICLE 8 : DESCRIPTION DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES	5
8.1 Modalités de livraison.....	5
8.2 Spécificités techniques	6
8.2.1 Spécificités techniques générales.....	6
8.2.2 Spécificités techniques produits	6
8.3 Taille.....	6
8.4 Emballage	6
8.5 Marquage.....	6
8.6 Etiquetage	7
8.7 Echange.....	7
8.8 Disponibilité des produits - continuité de gamme	7
8.9 Lieu de fabrication des articles.....	7
ARTICLE 9 : OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION ADMISSION	7
9.1 Types de vérifications	7
9.2 Décisions après vérification.....	7
9.2.1 Vérification conforme	7
9.2.2 Vérification qualitative non conforme.....	8
9.2.3 Vérification quantitative non conforme	8
ARTICLE 10 : GARANTIE	8
ARTICLE 11 : PRIX ET REGLEMENT DU MARCHÉ	8



11.1 Consistance et nature des prix.....	8
11.2 Forme des prix	8
11.2.1 Bordereau de prix	8
11.2.2 Catalogue	9
11.2.3 Produits en promotion	9
11.3 Modalités de révision des prix.....	9
11.4 Règlement.....	10
ARTICLE 12 : ASSURANCE	11
ARTICLE 13 : PÉNALITÉS	11
13.1 Pénalités de retard	11
13.2 Exécution par défaut.....	11
ARTICLE 14 : RÉSILIATION DU MARCHÉ	11
ARTICLE 15 : DROIT ET LANGUE.....	11
ARTICLE 16 : DÉROGATIONS.....	12

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de vêtements professionnels à destination des personnels du CROUS Normandie.

Il concerne, les vêtements de travail et des EPI pour les personnels des sites de restauration et d'hébergement. Les chaussures de travail ne font pas partie de ce marché.

Les effectifs concernés sont répartis sur différents sites à Rouen, Caen et leurs agglomérations, Le Havre, Evreux, Cherbourg, Alençon.

Les prestations incluent le marquage de certains vêtements et la livraison sur les différents sites.

Le CROUS a défini une liste de vêtements et EPI figurant au bordereau de prix. Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être complétée par des achats sur catalogue.

Nomenclature CPV : 18100000-0 : vêtements professionnels, vêtements de travail spéciaux et accessoires

ARTICLE 2 : POUVOIR ADJUDICATEUR

2.1 Nom et adresse

CROUS Normandie
135, boulevard de l'Europe
76 100 Rouen
Tél : 02.32.08.50.03
Courriel : marche@crous-normandie.fr

Représenté par Mme Le Noan Christine, sa Directrice Générale et pouvoir adjudicateur du marché.

2.2 Type de pouvoir adjudicateur

Etablissement public national à caractère administratif chargé de l'aide aux étudiants de l'enseignement supérieur dans les domaines de l'aide sociale, de la restauration et de l'hébergement.

ARTICLE 3 : MODE DE CONSULTATION

Ce marché de fournitures est passé selon une procédure adaptée en application des articles R2124-1 et R2124-2 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 : FORME DU MARCHÉ

4.1 Mode d'exécution

Le marché s'exécute sous forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans minimum et avec un maximum de 143 000 € HT (articles R.2124-1 et R.2162-1 à R2162-4 du Code de la commande publique). Les bons de commande seront notifiés au fur et à mesure des besoins.

4.2 Allotissement

Le marché est à lot unique, les tenues proposées devant être identiques sur l'ensemble du périmètre du CROUS Normandie.

4.3 Variantes

Sans objet

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHÉ

Le marché débutera à la date de notification pour une durée ferme d'un an. Il est ensuite reconductible deux fois, à date anniversaire, pour une nouvelle période ferme de 12 mois. En cas de non-reconduction du marché, le titulaire sera avisé par lettre recommandée 3 mois avant la fin de la période d'exécution en cours.

ARTICLE 6. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement complété (ATTR1) et son annexe financière (BPU et remise catalogue)
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et l'annexe 2 « liste des sites »
- Les formulaires DC1 et DC2 dûment complétés
- Le cadre de réponse technique (Annexe 3) et ses annexes éventuelles
- Le catalogue à destination des professionnels en vigueur, éventuellement accessible en version dématérialisée
- Les bons de commandes

Pour toutes les clauses non précisées dans le CCP, il sera fait application du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG – FCS).

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'EXECUTION

7.1 Cadre général d'exécution du marché

Le prestataire est tenu de se conformer aux normes, règlements, codes, lois, circulaires, décrets, etc., en vigueur et susceptibles de toucher de près ou de loin la nature des prestations du marché.

Les prestations devront être exécutées conformément aux conditions énoncées dans le CCP.

7.2 Lieux d'exécution

Le marché concerne l'ensemble des sites du CROUS Normandie situés à Rouen, Caen et leurs agglomérations, Le Havre, Evreux, Alençon, Cherbourg.

Le titulaire s'engage à livrer les sites précisés dans l'annexe 2 « liste des sites ».

Le CROUS Normandie se réserve le droit d'ajouter ou de supprimer des points de livraison au présent marché.

7.3 Prestations complémentaires

Conformément à l'article R.2122-4 du Code de la Commande Publique, des marchés de fourniture ayant pour objet la réalisation de prestations complémentaires à celles qui ont été confiées au titulaire, pourront être passés sans publicité ni mise en concurrence préalable.

7.4 Clause de réexamen

L'accord-cadre pourra être modifié dans les conditions de l'article R 2194-1 du Code de la commande publique. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire évoluer la liste des articles du BPU. Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché. La modification du BPU peut être réalisée sans avenant, après accord des parties.

ARTICLE 8 : DESCRIPTION DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES

8.1 Modalités de livraison

Les livraisons s'effectueront sur les sites indiqués dans l'annexe 2 « listes des sites » et selon l'adresse portée sur le bon de commande.

Le titulaire ne pourra imposer une vente au colis.

Toutes les livraisons s'effectueront franco de port sauf indication contraire d'un seuil de franco précisée dans le Cadre de réponse technique (CRT).

Les fournitures livrées seront accompagnées d'un bon de livraison comportant notamment :

- La date d'expédition
- Le lieu de livraison
- La référence du marché et de la commande
- L'identification du titulaire
- L'identification et la quantité par article

- Toute mention réglementaire obligatoire

8.2 Spécificités techniques

8.2.1 Spécificités techniques générales

Le titulaire s'attachera à proposer les produits de sa gamme les plus adaptés à l'usage envisagé.

Les vêtements, notamment en restauration, doivent supporter de fréquents passages en machine ou en nettoyage à sec sans modification notable des couleurs, ni altération des fibres.

Ils doivent être adaptés à une utilisation intensive, assurer une liberté de mouvement et un confort des utilisateurs. Une attention particulière sera apportée à la qualité de réalisation : boutons solidement cousus, coutures régulières, extrémités des boutonnieres bien arrêtées ...

8.2.2 Spécificités techniques produits

Le candidat se réfère au descriptif technique de l'article indiqué dans le bordereau de prix. La qualité demandée correspond au niveau minimal attendu, le candidat pourra proposer un produit de qualité supérieure.

Certains vêtements du BPU sont exigés en références intégrant à minima des matériaux recyclés ou au mieux éco-labellisés si la gamme de tarif reste cohérente par rapport aux références conventionnelles (exemple : Ecolabel européen, Oeko-Tex, Ecocert textile ou équivalent). Les offres ne répondant pas à ces spécificités seront écartées.

Dans le cadre de la loi AGEC, il est demandé qu'au moins 8% des références soit issues du réemploi ou de la réutilisation et que 20% d'articles textiles intègrent de la matière recyclée (hors EPI). Le candidat devra indiquer dans quelle mesure il est en capacité de répondre à cette exigence notamment sur des gammes disponibles au lot catalogue.

8.3 Taille

Le candidat précisera la gamme de tailles disponible pour chaque article.

8.4 Emballage

Dans la mesure du possible, les commandes des sites se feront en commande groupée. Le titulaire doit néanmoins être en mesure de livrer chaque article à l'unité.

8.5 Marquage

Le titulaire proposera les techniques de deux marquages suivants :

- Par flochage ou sérigraphie
- Par broderie

Le coût additionnel unitaire de ces marquages sera chiffré au bordereau de prix sur la base d'un marquage du logo CROUS en 2 couleurs (rouge pantone 485C et blanc) sur la poitrine côté gauche, taille environ 5 cm de diamètre.

Tout autre marquage fera l'objet d'un devis.

Le projet de marquage à réaliser sera validé par la fourniture d'un bon à tirer, inclus dans le prix de la prestation.

8.6 Etiquetage

Chaque article sera doté d'une étiquette intérieure mentionnant les informations légales et d'entretien.

8.7 Echange

Le titulaire s'engage à procéder à l'échange des vêtements ne correspondant pas à la demande ou à la taille, sous réserve de leur non-utilisation, excepté pour essayage.

8.8 Disponibilité des produits - continuité de gamme

Le titulaire s'engage à rendre disponible tous les produits référencés au bordereau de prix unitaire et à garantir la sécurité des approvisionnements en terme de quantités.

Il veillera à assurer une continuité de gamme pendant la durée du marché et, pour les articles référencés au bordereau de prix, une continuité des modèles pendant deux ans minimum.

En cas de cessation de commercialisation d'un article, il devra proposer un article techniquement équivalent ou supérieur au produit initial à tarif équivalent.

8.9 Lieu de fabrication des articles

Le candidat devra indiquer le pays de fabrication des références (sur la fiche technique ou document annexe) ou la zone géographique si le pays de fabrication est susceptible de changer en cours de marché. Ces informations sont indicatives pour l'acheteur.

ARTICLE 9 : OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION ADMISSION

9.1 Types de vérifications

Les deux vérifications, qualitative d'une part, quantitative d'autre part, sont effectuées contradictoirement à l'instant et sur le lieu de la livraison, par le directeur de site ou son représentant et par le fournisseur ou son représentant. L'absence du titulaire ou de son représentant aux opérations de vérification ne fait pas obstacle à la validité des décisions qui s'en suivent.

La vérification qualitative porte notamment sur :

- la conformité de la qualité fournie par rapport à la qualité annoncée
- la conformité des tailles et modèles commandés
- l'intégrité et la propreté des emballages et des conditionnements
- toute spécificité demandée au CCP.

La vérification quantitative :

Elle consiste à vérifier la conformité entre la quantité livrée, la quantité indiquée sur le bon de livraison et la quantité commandée.

9.2 Décisions après vérification

9.2.1 Vérification conforme

L'admission des marchandises est prononcée séance tenante par le gestionnaire de l'établissement ou son représentant, sous réserve des vices cachés.

L'admission est matérialisée par le visa ou le cachet apposé par le gestionnaire de l'établissement ou son représentant sur le bon de livraison.

9.2.2 Vérification qualitative non conforme

Si la fourniture ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché ou à la commande régulièrement passée dans les conditions prévues au CCP, le gestionnaire ou son représentant peut :

- soit la refuser ; elle doit alors être immédiatement remplacée sur mise en demeure verbale du titulaire ou de son représentant par le gestionnaire, ou son représentant
- soit l'accepter, avec réfaction de prix, déterminée d'un commun accord ; le défaut d'accord entraînant le rejet de la fourniture.

9.2.3 Vérification quantitative non conforme

Conformément à l'article 24.1 du CCAG fournitures courantes et services, si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, le gestionnaire de l'établissement peut mettre le titulaire en demeure :

- soit de reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande ;
- soit de compléter la livraison, dans le cas contraire, dans les délais qui lui seront prescrits, à concurrence de la quantité totale prévue par le bon de commande.

En cas de non-conformité entre la fourniture livrée et le bon de livraison, ledit bon et son duplicata sont rectifiés sous la signature des deux parties ou de leurs représentants.

ARTICLE 10 : GARANTIE

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière pendant un an à compter du jour de l'admission. Toutefois, si des conditions de garantie plus favorables sont précisées dans l'offre du titulaire, ces dernières primeront.

La fourniture est garantie par le titulaire contre tout vice caché, c'est-à-dire inapparent à l'instant de la livraison. En cas de vice caché, la marchandise est remplacée par le titulaire ou une réfaction peut être appliquée sur le prix de la fourniture, au gré du responsable de site. Le titulaire s'engage à remplacer tout article défectueux.

ARTICLE 11 : PRIX ET REGLEMENT DU MARCHÉ

11.1 Consistance et nature des prix

Les prestations du marché font l'objet d'un prix unitaire et révisable, auquel s'appliqueront les quantités réellement commandées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, au déchargement ainsi que toutes autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prix seront exprimés en euros, avec deux ou trois chiffres après la virgule maximum.

11.2 Forme des prix

11.2.1 Bordereau de prix

Le candidat propose, dans son offre, pour chaque article ou prestation du Bordereau de Prix Unitaire, un prix net à l'unité, marchandise rendue franco de port, livrée par point de livraison.

Le titulaire pourra définir un seuil de montant de commande en dessous duquel il appliquera des frais de port. Il précisera ce seuil et le montant des frais de port dans l'annexe CRT « cadre de réponse technique ».

11.2.2 Catalogue

Le candidat propose dans son offre des produits complémentaires correspondant à l'objet du marché, sous forme de catalogue. Il définit un pourcentage de remise sur son tarif général à destination des professionnels, fixe pour la durée du marché. Le tarif en vigueur à la date de l'offre sera joint à l'offre.

Le pourcentage de remise pourra être différent selon la gamme de produits (type ou marque).

11.2.3 Produits en promotion

Le titulaire s'engage à faire bénéficier au Pouvoir Adjudicateur des prix ou offres promotionnelles qu'il propose à sa clientèle, si ceux-ci sont inférieurs aux prix du marché. A cet effet, il informe régulièrement le Service Achats des offres promotionnelles en cours ou à venir.

11.3 Modalités de révision des prix

Articles au bordereau de prix

Les prix du Bordereau de Prix unitaires sont révisables annuellement à date anniversaire du marché.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

Modalité de révision de prix

En cas de reconduction les prix sont révisables chaque année, à chaque date anniversaire selon la formule suivante :

$$Pr = Po \times \left[0.80 \times \frac{I1_m}{I1_0} + 0.20 \times \frac{I2_m}{I2_0} \right]$$

Pr est le prix révisé

Po est le prix initial indiqué dans l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro »

I_m : Valeur de la référence du mois de révision

I₀ : Valeur de la référence du mois de remise des offres

I1 est l'indice de prix d'importation de produits industriels – CPF 14.13 – autres vêtements du dessus – Toutes zones – base 2021 – données brutes mensuelles - identifiant 010765137

I2 est l'indice du coût du travail – coût horaire – Ensemble des secteurs (NAF rév. 2 sections B à N) – Base 100 en 2020 – identifiant 010761999

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir au Pouvoir adjudicateur, son nouveau tarif (ou barème) et les justificatifs associés, au minimum quinze jours avant la date d'application de la révision. A défaut, cette révision de prix sera décalée dans le temps, sans effet rétroactif.

Clause de sauvegarde :

En cas de désaccord sur la hausse des prix ou dans l'hypothèse d'une hausse générant un écart de plus de 3 % par rapport aux prix initiaux, les deux parties se rapprocheraient pour décider ensemble de l'application ou non des nouveaux tarifs. Si aucun accord n'était trouvé sur le prix, chaque partie aurait alors la possibilité de résilier la partie du marché restant à exécuter. Si toutefois cette décision était prise, elle devrait être officialisée par lettre recommandée et un délai incompressible d'un mois serait respecté avant la cessation effective du marché, délai pendant lequel la prestation continuerait aux prix initiaux.

Articles au catalogue

En cas de changement de catalogue et de tarif général, le nouveau catalogue est communiqué au Service Achats (marche@crous-normandie.fr), les révisions sont de fait lors de chaque changement de tarif.

En cas de reconduction du marché, les tarifs applicables à la fin de la première période d'exécution du marché resteront valables jusqu'à leurs dates de révision telles que définies précédemment.

11.4 Règlement

Les fournitures et services objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Le mode de règlement est le virement par mandat administratif à 30 jours après émission d'une facture.

Le dépôt de factures sur le site Chorus Portail Pro s'effectue à l'aide du Siret du CROUS Normandie (130 024 425 00014) et des codes services par site. Le numéro d'engagement n'est pas exigé. Le délai maximum de 30 jours pour le mandatement des sommes dues au titulaire s'apprécie à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le Portail Chorus Pro. (Article R2192-15 du Code de la commande publique).

Les adresses de facturation sont indiqués en annexe 2 « liste des sites ».

Chaque facture, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom et adresse du créancier
- Numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Numéro du marché
- Numéro de facture

- Adresse du site de livraison et code service correspondant
- Adresse de facturation
- Description des fournitures livrées
- Montant des taxes
- Taux et montant de la TVA
- Montant TTC
- Date de facturation

ARTICLE 12 : ASSURANCE

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code civil, en rapport avec l'importance de la prestation.

ARTICLE 13 : PÉNALITÉS

13.1 Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé du fait du titulaire depuis plus de 15 jours, celui-ci encourt sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :
- 50 € par jour de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant. Elles sont cumulables et déductibles des factures à venir.

13.2 Exécution par défaut

En cas de non-exécution des prestations ou de prestation défectueuse, la Directrice générale du CROUS Normandie pourra, 15 jours après une mise en demeure faite par lettre recommandée au titulaire, faire appel au concours d'un autre prestataire. Au cas où il en résulte une différence de prix au détriment de l'administration, cette différence est mise de plein droit à la charge du titulaire du marché, et imputée d'office sur le montant du prochain paiement effectué à son profit.

ARTICLE 14 : RÉSILIATION DU MARCHÉ

Pendant l'exécution du présent marché, en cas d'infractions caractérisées et répétées aux clauses contractuelles (notamment pour commande non honorée – retards -livraison refusée) ou de rejets pour insuffisance touchant à la qualité des articles, le Pouvoir Adjudicateur du CROUS Normandie, peut résilier de plein droit le marché, aux torts exclusifs du fournisseur conformément aux dispositions des articles 29 et 32 du CCAG-FCS, sans indemnité, après avoir invité le titulaire à présenter ses observations éventuelles dans un délai de 15 jours.

ARTICLE 15 : DROIT ET LANGUE

En cas de litige, et à défaut d'avoir trouvé une entente amiable, seul le Tribunal Administratif de Rouen est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76100 Rouen
Email : greffe.ta@juradmin.fr
Téléphone : 02.35.58.35.00

Tous les documents et correspondances doivent être rédigés en langue française.

ARTICLE 16 : DÉROGATIONS

L'article 13.1 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS